

UNION DEPARTEMENTALE  
DES ASSOCIATIONS FAMILIALES  
38, Boulevard Poirier  
08000 CHARLEVILLE-MEZIERES

-:-:-:-

U.D.A.F. DES ARDENNES  
RAPPORT DU  
COMMISSAIRE AUX COMPTES  
SUR LES COMPTES ANNUELS  
EXERCICE 2024  
(Du 1<sup>er</sup> janvier 2024 au 31 décembre 2024)

Présenté par la SARL AA. COM. AUX COMPTES  
Société de Commissariat aux Comptes  
Membre de la Compagnie Régionale de EST  
17, Rue Mme de Sévigné  
08000 CHARLEVILLE-MEZIERES

SARL AA. COM. AUX COMPTES  
Société de Commissariat aux Comptes  
Membre de la Compagnie  
Régionale de EST

17, Rue Mme de Sévigné  
08000 CHARLEVILLE-MEZIERES

Tél : 03.24.33.63.50

U.D.A.F. DES ARDENNES

38 Boulevard Poirier  
08000 CHARLEVILLE-MEZIERES

-:- :- :- :- :- :-

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES  
SUR LES COMPTES ANNUELS

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024

Mesdames, Messieurs,

**Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association **U.D.A.F. DES ARDENNES** relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

*Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.*

DN

## **Fondement de l'opinion**

### Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

### Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

## **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

## **Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux membres de l'association**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

DN

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les autres documents adressés aux membres de l'association sur la situation financière et les comptes annuels.

### **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image idèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

### **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

nn



Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

09

- il apprécie enfin la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Charleville-Mézières  
SARL AA. COM AUX COMPTES  
Société d'Expertise Comptable  
et de Commissariat Le 28 Mai 2025  
SARL au Capital de 15.400 €  
17, rue Madame de Sévigné  
08000 CHARLEVILLE-MÉZIERES  
TEL: 03.24.33.63.60 - R.C.S. 08000 24336360  
LE COMMISSAIRE AUX COMPTES  
DAMIEN MAGNY

**UDAF COMPTES ANNUELS**

**31/12/2024**



BILAN  
UDAF des Ardennes

ACTIF	31/12/2024			31/12/2023
	Montant brut	Amortissements et provisions	Montant net	Montant net
<b>Actif immobilise</b>				
<b>Immobilisations incorporelles</b>				
Frais d'établissement				
Autres immobilisations incorporelles	30 549.96	25 042.70	5 507.26	16 790.81
Immobilisations incorporelles en cours				
<b>Immobilisations corporelles</b>				
Terrains	103 658.78		103 658.78	103 658.78
Constructions	1 924 306.40	1 279 046.91	645 259.49	693 680.84
Installations techniques, matériel et outillage	9 433.08	7 978.32	1 454.76	3 083.56
Autres immobilisations corporelles	441 206.78	313 077.62	128 129.16	127 859.10
Immobilisations corporelles en cours	3 672.00		3 672.00	3 672.00
Immobilisations affectées, concédées ou mises à disposition				
<b>Immobilisations financières</b>				
Participations et créances rattachées à des participations	105 746.06		105 746.06	105 746.06
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	221 925.63		221 925.63	211 098.49
<b>TOTAL 1</b>	<b>2 840 498.69</b>	<b>1 625 145.55</b>	<b>1 215 353.14</b>	<b>1 265 589.64</b>
<b>Comptes de liaison</b>	210 012.89		210 012.89	210 013.61
<b>TOTAL 2</b>	<b>210 012.89</b>		<b>210 012.89</b>	<b>210 013.61</b>
<b>Actif circulant</b>				
<b>Stocks et en-cours</b>				
Matières premières et fournitures				
Autres approvisionnements				
En-cours de production (biens et services)				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Autres stocks				
<b>Avances et acomptes versés sur commandes</b>	74 893.69		74 893.69	67 875.29
<b>Créances</b>				
Créances redevables et comptes rattachés	331 338.85	89 782.83	241 556.02	233 319.68
Autres créances	290 186.89		290 186.89	199 607.50
<b>Valeurs mobilières de placement</b>				
<b>Disponibilités</b>	7 191 693.72		7 191 693.72	6 392 406.27
<b>Charges constatées d'avance</b>	49 677.89		49 677.89	80 655.43
<b>TOTAL 3</b>	<b>7 937 791.04</b>	<b>89 782.83</b>	<b>7 848 008.21</b>	<b>6 973 864.17</b>
<b>Charges à répartir sur plusieurs exercices</b>				
<b>Primes de remboursement des obligations</b>				
<b>Ecart de conversion (actif)</b>				
<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>1 714 928.38</b>	<b>9 273 374.24</b>	<b>8 449 467.42</b>

Comptes annexés au rapport  
SARL AA.COM. AUX COMPTES

BILAN  
UDAF des Ardennes

PASSIF	31/12/2024	31/12/2023
<b>Fonds propres</b>		
<b>Capital</b>		
<b>Fonds propres sans droit de reprise</b>		
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres statutaires		
<b>Fonds propres avec droit de reprise</b>		
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres statutaires		
*Dons et legs		
*Subventions d'investissement		
<b>Réserves</b>		
Excédents affectés à l'investissement	1 206 669.61	187 707.16
Réserve de compensation	1 962 370.90	1 429 758.59
Réserve de compensation des charges d'amortissement		
Réserves pour projet de l'entité		
Réserves statutaires ou contractuelles	26 037.53	26 037.53
Réserves sous gestion contrôlée		
Réserve de couverture du BFR		
Autres	10 038.28	10 038.28
<b>Report à nouveau</b>		
Report à nouveau sous gestion non contrôlée	804 845.05	682 191.80
Dépenses refusées par l'autorité de tarification ou inopposa		
Report à nouveau sous gestion contrôlée	153 161.97	806 681.63
Dépenses non opposables aux tiers financeurs		
<b>Résultat de l'exercice (excédent ou déficit)</b>		
Excédent ou déficit de l'exercice	591 180.88	1 020 708.35
<b>Fonds propres consommables</b>		
<b>Subventions d'investissement sur biens non renouvelables</b>		
<b>Provisions réglementées</b>		
Immobilisations grevées de droits		
<b>Subventions d'investissement sur biens non renouvelables</b>		
Subventions d'investissement	5 248.30	5 705.57
<b>Provisions réglementées</b>		
Couverture du besoin en fonds de roulement		
Réserves des plus-values nettes d'actif		
Provisions réglementées relatives aux immobilisations	35 000.00	35 000.00
Réserves des plus-values nettes d'actif	224 194.68	161 123.88
Immobilisations grevées de droits		
Autres provisions réglementées		
<b>TOTAL 1</b>	<b>5 373 949.56</b>	<b>4 720 155.15</b>
<b>Comptes de liaison</b>		
	210 012.89	210 013.61
<b>TOTAL 2</b>	<b>210 012.89</b>	<b>210 013.61</b>
<b>Provisions</b>		
<b>Provisions pour risques</b>	444 915.01	458 312.65
<b>Provisions pour charges</b>	651 306.41	569 368.22
<b>Fonds reportés et dédiés</b>		
<b>Fonds reportés liés aux legs ou donations</b>	1 197 080.94	945 006.94
<b>Fonds dédiés</b>		
<b>TOTAL 3</b>	<b>2 293 302.36</b>	<b>1 972 687.81</b>

BILAN  
UDAF des Ardennes

PASSIF	31/12/2024	31/12/2023
<b>Dettes</b>		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	334 642.36	402 605.72
Emprunts et dettes financières divers	13 635.41	14 329.30
Dépôts et cautionnements reçus	13 635.41	14 329.30
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	1 881.60	658.59
Redevables créditeurs		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	228 304.55	205 458.22
Dettes sociales et fiscales	635 603.81	570 754.13
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	47 333.08	40 483.31
Produits constatés d'avance	134 708.62	312 321.58
<b>TOTAL 4</b>	<b>1 396 109.43</b>	<b>1 546 610.85</b>
<b>Ecart de conversion (passif)</b>		
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>9 273 374.24</b>	<b>8 449 467.42</b>



**COMPTE DE RESULTAT**  
**UDAF des Ardennes**

	31/12/2024	31/12/2023
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>		
Cotisations	2 412.50	2 062.00
Ventes de marchandises		
Ventes de Biens et Services		
Ventes de Biens		
Montant net du chiffre d'affaires	2 412.50	2 062.00
dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de service	646 507.48	630 299.90
dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	6 272 874.24	6 048 176.61
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels	11 291.01	62 064.41
Mécénats		
Legs, donations et assurance-vie	342.00	
Contributions financières		
Production stockée		
Production immobilisée		
Reprises sur provisions (et amortissements), transferts de charges	82 953.33	68 077.49
Autres produits	87.25	7 466.58
Utilisation des fonds dédiés	29 380.00	37 123.75
<b>Total 1</b>	<b>7 045 847.81</b>	<b>6 855 270.74</b>
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>		
Achats de marchandises		
Variations de stocks de marchandises		
Achats de matières premières et fournitures		
Variation de stock de matières premières et fournitures		
Achats d'autres approvisionnements	64.74	166.20
Variation de stock d'approvisionnements		
Autres achats et charges externes	1 323 259.46	1 197 262.05
Aides financières	18 943.34	17 427.80
Impôts, taxes et versements assimilés	400 110.63	353 903.43
Salaires et traitements	3 043 791.45	2 911 654.79
Charges sociales	1 087 017.83	995 151.16
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	151 194.61	150 213.89
Dotations aux provisions	99 442.52	139 269.55
Reports en fonds dédiés	281 454.00	52 835.00
Autres charges	14 873.30	13 941.40
<b>Total 2</b>	<b>6 420 151.88</b>	<b>5 831 825.27</b>
<b>1. RESULTAT D'EXPLOITATION (1-2)</b>	<b>625 695.93</b>	<b>1 023 445.47</b>
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>		
Produits financiers de participation		
Produits financiers d'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	228.24	2 956.67
Autres intérêts et produits assimilés	110 805.86	71 191.65
Reprises sur provisions et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
<b>Total 5</b>	<b>111 034.10</b>	<b>74 148.32</b>
<b>CHARGES FINANCIERES</b>		
Dotations aux amortissements et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées	2 628.27	3 066.15
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cession de valeurs mobilières de placement		
<b>Total 6</b>	<b>2 628.27</b>	<b>3 066.15</b>
<b>2. RESULTAT FINANCIER (5-6)</b>	<b>108 405.83</b>	<b>71 082.17</b>
<b>3. RESULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (1-2+3-4+5-6)</b>		

Comptes annexés au rapport  
ARL AA.COM. AUX COMPTES

**COMPTE DE RESULTAT**  
**UDAF des Ardennes**

	31/12/2024	31/12/2023
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>		
Produits exceptionnels sur opération de gestion		79.94
Produits exceptionnels sur opération de capital	2 722.16	41 899.87
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		28 300.00
<b>Total 7</b>	2 722.16	70 279.81
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>		
Charges exceptionnelles sur opération de gestion	19 866.00	65 976.71
Charges exceptionnelles sur opération de capital	26.09	19 584.28
Dotations aux amortissements et aux provisions	99 970.80	41 631.87
<b>Total 8</b>	119 862.89	127 192.86
<b>4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (7-8)</b>	-117 140.73	-56 913.05
Participation des salariés aux résultats (9)		
Impôts sur les bénéfices (10)	25 780.15	16 906.24
<b>PRODUITS CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat	8 342.71	5 841.00
<b>Total A</b>	8 342.71	5 841.00
<b>CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole	8 342.71	5 841.00
<b>Total B</b>	8 342.71	5 841.00
<b>TOTAL DES PRODUITS (1+3+5+7+11)</b>	7 159 604.07	6 999 698.87
<b>TOTAL DES CHARGES (2+4+6+8+9+10+12)</b>	6 568 423.19	5 978 990.52
<b>EXCEDENT OU DEFICIT</b>	591 180.88	1 020 708.35



## UDAF des Ardennes

### ANNEXE aux COMPTES ANNUELS au 31/12/2024

#### A. OBJET SOCIAL et ACTIVITES DE L'UDAF

L'UDAF est une association constituée sous le régime de la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901, sous réserve des dérogations résultant du code de l'action sociale et des familles.

L'agrément prévu à l'article L. 211-7 du code de l'action sociale et des familles confère à l'UDAF la jouissance de plein droit de la capacité juridique des associations reconnues comme établissement d'utilité publique, ainsi que des divers avantages fiscaux accordés aux établissements d'utilité publique ayant pour objet l'assistance et la bienfaisance.

Elle peut posséder tous biens meubles ou immeubles utiles au fonctionnement de ses services, œuvres ou institutions.

Comptes annexés au rapport  
SARL AA.COM. AUX COMPTES

#### 1. Objet social

L'UDAF a pour objet, sur le plan départemental :

1° Conformément aux dispositions de l'article L. 211-3 du code de l'action sociale et des familles, de :

« a) donner son avis aux pouvoirs publics sur les questions d'ordre familial et leur proposer les mesures qui paraissent conformes aux intérêts matériels et moraux des familles ; »

« b) représenter officiellement auprès des pouvoirs publics, l'ensemble des familles, et notamment désigner ou proposer les délégués des familles aux divers conseils et assemblées ou autres organismes institués par l'Etat, la région, le département, la commune ; »

« c) gérer tout service d'intérêt familial dont les pouvoirs publics estimeront devoir lui confier la charge ; »

« d) exercer devant toutes les juridictions, sans avoir à justifier d'un agrément ou d'une autorisation préalable de l'autorité publique, notamment de l'agrément prévu à l'article L. 421-1 du code de la consommation, l'action civile relativement aux faits de nature à nuire aux intérêts moraux et matériels des familles y compris pour les infractions prévues par l'article 227-24 du code pénal. »

2° de donner à l'Union Nationale des Associations Familiales (UNAF), des avis motivés sur toutes les questions dont celle-ci l'aura saisie, ou de lui adresser spontanément toutes suggestions dont l'examen lui paraîtra opportun ;

3° d'entreprendre toutes études et actions utiles à la défense des intérêts généraux, matériels et moraux des familles, (y compris en leur qualité d'usagères et consommatrices de biens et services) ;

4° de mettre à la disposition des membres actifs et des organismes associés la documentation utile à l'exercice de leur mission ;

5° de faciliter la collaboration de ses membres actifs avec les organismes associés dans la mesure où ces groupements à but familial, sans constituer une association familiale au sens de l'article L. 211-1 du code de l'action sociale et des familles, n'en exercent pas moins une activité utile aux familles ;

6° de gérer tout service que le développement des services collectifs pourra initier ;

7° d'agir dans tous les domaines de la vie des familles, et notamment, l'enfance et la jeunesse, l'habitat, l'emploi, l'éducation, la protection sociale, l'environnement, la santé, la consommation, l'économie, l'autonomie et la dépendance, le handicap, le développement durable, les médias et les usages numériques.

L'UDAF peut provoquer, à l'intérieur du département, la constitution d'unions locales d'associations familiales, selon les dispositions de l'article L. 211-6 du code de l'action sociale et des familles.

Comptes annexés au rapport  
SARL AA.COM. AUX COMPTES

## 2. Activités et services

L'UDAF des Ardennes gère d'une part des **services et activités en « gestion libre »** :

- Mission institutionnelle : secrétariat de l'action familiale (conseils d'administration, bureaux, commissions, soutien aux associations adhérentes), représentations, médaille de la famille,....
- Action familiale : Point accueil et écoute jeunes (PAEJ), Médiation Familiale, Information et Soutien aux Tuteurs Familiaux (ISTF)
- PCB - Information, conseil et accompagnement budgétaire
- Logement et accompagnement social : « D'abord un toit pour pouvoir vivre », Intermédiation locative, Accompagnement vers et dans le logement, Accompagnement social et budgétaire Action Logement, Gestion de places d'hébergement d'urgence, « Energie pour tous : réduire la précarité énergétique »
- Accueil et hébergement temporaire de déplacés ukrainiens,
- MASP – Mesures d'accompagnement social personnalisé
- Maison Relais

et d'autre part deux **services relevant de la réglementation ESMS, sous « gestion contrôlée »** :

- Délégué aux Prestations familiales,
- Mandataire Judiciaire à la Protection des Majeurs.

Le résultat comptable de l'association est unique et constitué du cumul des résultats des différents services.

Les deux services en gestion contrôlée sont néanmoins soumis à des règles spécifiques d'affectation du résultat de l'exercice puisque les autorités administratives de tarification disposent du pouvoir de réformer le résultat comptable arrêté par l'association et de décider de son affectation définitive par avis rendu au plus tard lors de la fixation du budget N+2.

## B. FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

### 1. Evènements marquants de l'exercice

L'association a élaboré son nouveau projet associatif pour la période 2024-2029. Il a fait l'objet d'une restitution officielle auprès des associations familiales adhérentes, des partenaires, salariés et financeurs le 17 septembre 2024.

Une nouvelle action intitulée « Energie pour tous : réduire la précarité énergétique », a débuté en septembre 2024 au sein du pôle Logement et accompagnement social.

Le Point Accueil et Ecoute Jeunes n'a pas bénéficié de la Prestation de Service CAF en 2024, posant la question du maintien des activités pour 2025.

Le pôle Logement et accompagnement social a intégré de nouveaux locaux en septembre 2024 sis 38-40 Avenue Leclerc à Charleville-Mézières.

Malgré un effectif en augmentation, nous avons encore cette année été confrontés à de grandes difficultés de recrutement. Cette situation se conjugue à des flux de personnel et à une augmentation du nombre de temps partiels pour raisons personnelles, difficilement compensables. En conséquence, l'ensemble des postes n'a pu être pourvu, certains l'ont été tardivement ou partiellement.

### 2. Evènements postérieurs à la clôture

NEANT

Comptes annexés au rapport  
SARL AA.COM. AUX COMPTES

## C. PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

### 1. Principes et méthode générale

Les comptes annuels sont établis conformément aux règles générales applicables et dans le respect des règles de prudence.

Les conventions générales comptables ont été respectées :

- Continuité de l'exploitation ;
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;
- Indépendance des exercices comptables.

La méthode de base retenue pour les éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.



Il a été fait application :

- Du règlement ANC N°2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général,
- Du code de l'action sociale et des familles (CASF), pour des provisions réglementées constatées dans les services relevant de l'article L.312-1 du CASF.
- Règlement ANC N°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif, modifié par le règlement ANC n°2020-08 du 4 décembre 2020 ;
- Règlement ANC n°2019-04 du 8 novembre 2019 relatif aux activités sociales et médico-sociales gérées par des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

## **2. Changement de méthode d'évaluation**

Les méthodes d'évaluation retenues n'ont pas été modifiées depuis le dernier exercice.

## **3. Changement de méthode de présentation**

Les méthodes de présentation des comptes n'ont pas été modifiées depuis le dernier exercice.

## **4. Contributions volontaires en nature**

Conformément à l'article 211 du règlement ANC 2018-06, les contributions volontaires en nature ont été comptabilisées au compte de résultat pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2020.

Les heures de bénévolat ont été recensées tout au long de l'exercice. Le temps valorisé est le temps passé par des administrateurs, des représentants familiaux, à l'exclusion des temps statutaires.

Le nombre d'heures de travail effectué par les bénévoles de l'UDAF sur l'exercice 2024 est de : 483.86 heures.

Conformément aux préconisations de l'UNAF, nous avons valorisé ces heures avec la valeur du SMIC horaire au 01/01/2024, soit : 11.65 € de l'heure.

Le taux de charges sociales utilisé est celui observé en moyenne sur l'exercice : 48%.

Le montant total des contributions volontaires en travail pour l'exercice 2024 est de : 8 343 €.

Ce montant, comptabilisé, figure au pied du compte de résultat. Il concerne la mission institutionnelle de l'UDAF, à l'exclusion des services gérés.

Comptes annexés au rapport  
SARL AA.COM. AUX COMPTES



## D. INFORMATIONS RELATIVES AUX OPERATIONS INSCRITES AU BILAN

### 1. Comptes de liaison

SERVICES CONCERNES	ACTIF DU BILAN DU SERVICE						TOTAL ACTIF		PASSIF DU BILAN DU SERVICE						TOTAL PASSIF	
	Investissements		Exploitation		Trésorerie				Investissements		Exploitation		Trésorerie			
	N-1	N	N-1	N	N-1	N	N-1	N	N-1	N	N-1	N	N-1	N	N-1	N
Délégué aux Prestations Familiales							-	-	73 814	73 814					73 814	73 814
Logement / Accompagnement							-	-							-	-
Mandataire Judiciaire à la Protection des Majeurs							-	-	136 199	136 199					136 199	136 199
Maison Relais							-	-							-	-
Institution Familiale	210 013	210 013					210 013	210 013							-	-
TOTAL	210 013	210 013	-	-	-	-	210 013	210 013	210 013	210 013	-	-	-	-	210 013	210 013

### 2. Informations relatives à l'actif immobilisé

Comptes annexés au rapport  
SARL AA.COM. AUX COMPTES

#### VARIATIONS DES IMMOBILISATIONS

Situations et Mouvements  Rubriques		A	B	C	D
		Valeur brute à l'ouverture de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Valeur brute à la clôture de l'exercice
<b>Immobilisations incorporelles</b>		<b>30 549,96</b>	<b>2 925,00</b>	<b>2 925,00</b>	<b>30 549,96</b>
201	Frais d'établissement / d'évaluation				-
205	Licences, Logiciels	30 549,96	2 925,00	2 925,00	30 549,96
<b>Immobilisations corporelles</b>		<b>2 438 757,99</b>	<b>46 358,16</b>	<b>2 839,11</b>	<b>2 482 277,04</b>
211	Terrains	103 658,78			103 658,78
2131	Constructions sur sol propre	1 855 801,32			1 855 801,32
2135	Installations générales, agencements de constructions	61 083,53	3 870,00	2 839,11	62 114,42
214	Constructions sur sol d'autrui	6 390,66			6 390,66
215	Installations techniques, matériels et outillages	9 433,08			9 433,08
218	Autres immobilisations corporelles	398 718,62	42 488,16		441 206,78
	dont : Matériel de transport	14 195,56			14 195,56
	Matériel de bureau	9 309,19	628,56		9 937,75
	Matériel informatique	122 733,71	22 229,34		144 963,05
	Mobilier et équipements	207 375,31	19 630,26		227 005,57
	Aménagements divers	45 104,85			45 104,85
231	Immobilisation corporelle en cours	3 672,00			3 672,00
<b>Immobilisations financières</b>		<b>312 974,55</b>	<b>20 800,06</b>	<b>9 602,92</b>	<b>324 171,69</b>
<b>TOTAL</b>		<b>2 782 282,50</b>	<b>70 083,22</b>	<b>15 367,03</b>	<b>2 836 998,69</b>

## Développement de la colonne B

Augmentations de l'exercice	Ventilation des augmentations				
	Virements		Entrées		
	De poste à poste	Provenant de l'actif circulant	Acquisitions	Apports	Créations
Immobilisations incorporelles			2 925,00		
Immobilisations corporelles			46 358,16		
Immobilisations financières			20 800,06		
<b>TOTAL</b>	-	-	<b>70 083,22</b>	-	-

## Développement de la colonne C

Diminutions de l'exercice	Ventilation des diminutions				
	Virements		Sorties		
	De poste à poste	A destination de l'actif circulant	Cessions	Scissions	Mises hors service
Immobilisations incorporelles					2 925,00
Immobilisations corporelles					2 839,11
Immobilisations financières			9 602,92		
<b>TOTAL</b>	-	-	<b>9 602,92</b>	-	<b>5 764,11</b>

Comptes annexés au rapport  
SARL AA.COM. AUX COMPTES

## VARIATIONS DES AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS

Situations et Mouvements		A	B	C	D
		Amortissements cumulés au 31 décembre N-1	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions résultant de sorties de l'exercice	Amortissements cumulés au 31 décembre N
<b>Amortissements des immobilisations incorporelles</b>		<b>13 759,15</b>	<b>14 208,55</b>	<b>2 925,00</b>	<b>25 042,70</b>
28013	Frais d'évaluation	-			-
2808	Autres immobilisations incorporelles	13 759,15	14 208,55	2 925,00	25 042,70
<b>Amortissements des immobilisations corporelles</b>		<b>1 506 803,71</b>	<b>96 138,25</b>	<b>2 839,11</b>	<b>1 600 102,85</b>
2811	Terrains	-	-	-	-
2812	Agencements et aménagements des terrains,	-	-	-	-
2813	Constructions sur sol propre	1 228 680,93	51 725,36	2 839,11	1 277 567,18
2814	Constructions sur sol d'autrui	913,74	565,99		1 479,73
2815	Installations techniques, matériel et outillage	6 349,52	1 628,80		7 978,32
2818	Autres immobilisations corporelles	270 859,52	42 218,10	-	313 077,62
	dont : Matériel de transport	11 535,34	2 660,22		14 195,56
	Matériel de bureau	9 309,19	23,47		9 332,66
	Matériel informatique	81 865,54	28 369,95		110 235,49
	Mobilier et équipements	144 068,51	7 798,79		151 867,30
	Aménagements divers	24 080,94	3 365,67		27 446,61
<b>TOTAL</b>		<b>1 520 562,86</b>	<b>110 346,80</b>	<b>5 764,11</b>	<b>1 625 145,55</b>

### 3. Informations relatives aux fonds propres

#### VARIATION DES FONDS PROPRES

Situations et Mouvements		A	B	C	D	E
Rubriques		Montant au 31 décembre N-1	Affectation du résultat N-1	Augmentation	Diminution ou consommation	Montant au 31 décembre N
<b>FONDS PROPRES SANS DROIT DE REPRISE</b>				-		-
10216	Subvention d'investissement (reclassement 110 RAN)	-			-	-
<b>FONDS PROPRES AVEC DROIT DE REPRISE</b>		-				-
<b>ECARTS DE REEVALUATION</b>		<b>355 202,36</b>		-	-	<b>355 202,36</b>
<b>RESERVES</b>		<b>1 653 541,56</b>	<b>872 807,19</b>	<b>678 767,57</b>	-	<b>3 205 116,32</b>
<i>Activités ESMS (gestion contrôlée)</i>		<i>1 617 465,75</i>	<i>872 807,19</i>	<i>678 767,57</i>	-	<i>3 169 040,51</i>
106852	Excédents et réserves affectés à l'investissement (reclassement du compte 10682)	187 707,16	350 000,00	668 962,45		1 206 669,61
106856	Réserve de compensation des déficits (reclassement du compte 10686)	1 429 758,59	522 807,19	9 805,12		1 962 370,90
<i>Hors activités ESMS (gestion libre)</i>		<i>36 075,81</i>	-	-	-	<i>36 075,81</i>
10630	Réserve 1% construction	26 037,53				26 037,53
10688	Réserves diverses	10 038,28				10 038,28
<b>REPORTS A NOUVEAU</b>		<b>1 488 874,03</b>	<b>147 901,16</b>	-	<b>678 767,57</b>	<b>958 007,62</b>
<i>Hors activités ESMS (gestion libre)</i>		<i>682 192,40</i>	<i>122 653,25</i>	-	-	<i>804 845,65</i>
110/119	A nouveau	792 943,84	79 849,73			872 793,57
119	A nouveau débiteur	- 110 751,44	42 803,52			- 67 947,92
<i>Activités ESMS (gestion contrôlée)</i>		<i>806 681,63</i>	<i>25 247,91</i>	-	<i>678 767,57</i>	<i>153 161,97</i>
11502	RAN affecté en application du 1° du I de l'article R.314-51 du CASF (reclassement 11502)	796 270,80	36 991,59		678 767,57	154 494,82
11503	RAN affecté au financement de mesures d'exploitation n'accroissant pas les dépenses	127 844,58				127 844,58
115922	RAN affecté pour congés payés (reclassement 1162)	- 117 433,75	- 11 743,68			- 129 177,43
<b>EXCEDENTS OU DEFICITS DE L'EXERCICE</b>		<b>1 020 708,35</b>	<b>- 1 020 708,35</b>	<b>591 180,88</b>	-	<b>591 180,88</b>
<i>Hors activités ESMS (gestion libre)</i>		<i>122 653,25</i>	<i>- 122 653,25</i>	<i>13 925,05</i>	-	<i>13 925,05</i>
120	Excédent de l'exercice	122 653,25	- 122 653,25	13 925,05		13 925,05
129	Insuffisance de l'exercice					-
<i>Activités ESMS (gestion contrôlée)</i>		<i>898 055,10</i>	<i>- 898 055,10</i>	<i>577 255,83</i>	-	<i>577 255,83</i>
120	Excédent de l'exercice	898 055,10	- 898 055,10	577 255,83		577 255,83
129	Insuffisance de l'exercice					-
<b>SITUATION NETTE</b>		<b>4 518 326,30</b>	<b>-</b>	<b>1 269 948,45</b>	<b>678 767,57</b>	<b>5 109 507,18</b>
<b>FONDS PROPRES CONSOMPTIBLES</b>					-	
<b>SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT</b>		<b>5 705,57</b>		<b>457,27</b>	-	<b>5 248,30</b>
131	Subvention d'investissement	14 051,88		1 877,00	9 960,88	5 968,00
139	Quote-Part de subvention affectée au résultat	- 8 346,31		- 2 334,27	- 9 960,88	- 719,70
<b>PROVISIONS REGLEMENTEES</b>		<b>196 123,88</b>		<b>63 070,80</b>	-	<b>259 194,68</b>
141	destinées à la couverture du besoin en fonds de roulement	-			-	-
142	pour renouvellement des immobilisations	35 000,00				35 000,00
144	relatives aux autres éléments d'actif	-			-	-
145	Amortissements dérogatoires	-			-	-
146	spéciale de réévaluation	-			-	-
147	Plus-values réinvesties	-			-	-
148	Autres provisions réglementées	161 123,88		63 070,80	-	224 194,68
14861	dt réserves des plus values nettes d'actif immobilisé	-			-	-
14862	dt réserves des plus values nettes d'actif circulant	161 123,88		63 070,80	-	224 194,68



## FONDS PROPRES ECARTS DE REEVALUATION

L'immeuble hébergeant le siège social avait fait l'objet d'une réévaluation en 2000. Les fonds associatifs sans droit de reprise comprennent l'écart de réévaluation correspondant pour 355 202 €..

Rubriques		Services	MJPM	DPF	Institution Familiale	Action familiale	PCB	Logement Accomp. Social	MASP	Maison Relais	UDAF
102	Fonds propres										-
105	Ecart de réévaluation				355 202,36						355 202,36
			-	-	355 202,36	-	-	-	-	-	355 202,36

## RESERVES

Rubriques		Services	MJPM	DPF	Institution Familiale	Action familiale	PCB	Logement Accomp. Social	MASP	Maison Relais	UDAF
Réserves sous gestion contrôlée			2 987 798,63	181 241,88	-	-	-	-	-	-	3 169 040,51
106852	Excédents et réserves affectés à l'investissement		1 184 530,94	22 138,67							1 206 669,61
106856	Réserve de compensation des déficits		1 803 267,69	159 103,21							1 962 370,90
Réserves gestion libre			-	-	36 075,81	-	-	-	-	-	36 075,81
10630	Réserve 1% construction				26 037,53						26 037,53
10688	Réserves diverses				10 038,28						10 038,28
TOTAL Réserves sous gestion contrôlée			2 987 798,63	181 241,88	36 075,81	-	-	-	-	-	3 205 116,32

Comptes annexés au rapport  
CARL AA.COM. AUX COMPTES

## REPORTS A NOUVEAU

Rubriques		Services	MJPM	DPF	Institution Familiale	Action familiale	PCB	Logement Accomp. Social	MASP	Maison Relais	UDAF
Report à nouveau sous gestion libre			-	-	478 665,36	41 704,44	54 259,99	219 401,15	- 12 361,20	23 175,31	804 845,05
110/119	A nouveau 1er janvier				446 465,22	17 292,06	54 363,61	204 945,85	- 63 085,14	22 210,20	682 191,80
	Affectation résultat 2023				32 200,14	24 412,38	- 103,62	14 455,30	50 723,94	965,11	122 653,25
Report à nouveau sous gestion contrôlée			- 10 550,26	163 712,23	-	-	-	-	-	-	153 161,97
11502	RAN effectué en application du 1° du I de l'article R.314-51 au CASF			154 494,82							154 494,82
11503	RAN affecté au financement de mesures d'exploitation n'accroissant pas les charges d'exploitation des exercices suivant celui auquel le résultat est affecté		125 459,71	2 384,87							127 844,58
115922	RAN Dépenses pour congés payés		- 136 009,97	6 832,54							- 129 177,43
TOTAL Reports à nouveau			- 10 550,26	163 712,23	478 665,36	41 704,44	54 259,99	219 401,15	- 12 361,20	23 175,31	958 007,02

## RESULTATS

Rubriques		Services	MJPM	DPF	Institution Familiale	Action familiale	PCB	Logement Accomp. Social	MASP	Maison Relais	UDAF
Résultat en gestion libre			-	-	27 145,36	-56 954,28	10 985,05	51 776,30	10 940,25	-29 967,63	13 925,05
120	Excédent de l'exercice				27 145,36	15 000,34	10 985,05	51 812,10	10 940,25		115 883,10
129	Insuffisance de l'exercice					-71 954,62	-	35,80		-29 967,63	- 101 958,05
Résultat sous gestion contrôlée			513 782,77	63 473,06	-	-	-	-	-	-	577 255,83
120	Excédent de l'exercice		513 782,77	63 473,06							577 255,83
129	Insuffisance de l'exercice										-
TOTAL Résultat			513 782,77	63 473,06	27 145,36	-56 954,28	10 985,05	51 776,30	10 940,25	-29 967,63	591 180,88

## SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT

Rubriques		Services	MJPM	DPF	Institution Familiale	Action familiale	PCB	Logement Accomp. Social	MASP	Maison Relais	UDAF
131	Subvention d'investissement		5 839,43					128,57			5 968,00
139	Quote-Part de subvention affectée au résultat		- 591,13					- 128,57			- 719,70
TOTAL Subventions d'investissement			5 248,30	-	-	-	-	-	-	-	5 248,30

#### 4. Informations relatives aux provisions et fonds dédiés

##### VARIATIONS DES PROVISIONS ET FONDS DEDIES

Situations et Mouvements Rubriques		A	B	C	D
		Montant au 31 décembre N-1	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Montant au 31 décembre N
<b>Provisions pour risques et charges</b>		<b>1 027 680,87</b>	<b>134 913,19</b>	<b>66 372,64</b>	<b>1 096 221,42</b>
151	Provisions pour risques	458 312,65	52 975,00	66 372,64	444 915,01
153	Provisions pour pensions et obligations similaires	549 368,22	62 938,19		612 306,41
157	Provisions pour charges à répartir sur plusieurs exercices	-			-
158	Autres provisions pour charges	20 000,00	19 000,00		39 000,00
<b>Dépréciations</b>		<b>48 935,02</b>	<b>40 847,81</b>	<b>-</b>	<b>89 782,83</b>
29	Dépréciation des immobilisations	-			-
39	Dépréciation des stocks et encours	-			-
49	Dépréciation des comptes de tiers	48 935,02	40 847,81		89 782,83
59	Dépréciation des comptes financiers	-			-
<b>Fonds dédiés</b>		<b>945 006,94</b>	<b>281 454,00</b>	<b>29 380,00</b>	<b>1 197 080,94</b>
192	sur contributions financières des autorités de tarification des ESM	176 697,00	58 150,00		234 847,00
194	sur subventions de fonctionnement	768 309,94	223 304,00	29 380,00	962 233,94
195	sur dons manuels affectés	-	-	-	-
197	sur legs et donations affectés	-	-	-	-
<b>TOTAL PROVISIONS ET FONDS DEDIES</b>		<b>2 021 622,83</b>	<b>457 215,00</b>	<b>95 752,64</b>	<b>2 383 085,19</b>

Comptes annexés au rapport  
SARL AA.COM. AUX COMPTES

##### PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

<b>Provision pour litige</b>	<b>31/12/2023</b>	<b>31/12/2024</b>
Service Mandataire Judiciaire à la Protection des Majeurs	90 000.00	90 000.00
Service Logement / Accompagnement	107 897.65	90 750.00
<b>Provisions pour reversement de participation</b>	<b>31/12/2023</b>	<b>31/12/2024</b>
Service Mandataire Judiciaire à la Protection des Majeurs	102 940.00	102 940.00
<b>Provision pour abondement correctif CPF</b>	<b>31/12/2023</b>	<b>31/12/2024</b>
Service Délégué aux Prestations Familiales	924.00	924.00
Service Mandataire Judiciaire à la Protection des Majeurs	49 311.60	49 311.60
Service Institution Familiale	1 026.90	1 026.90
Service Action familiale	236.10	236.10
PCB - Information, conseil et accompagnement budgétaire	124.50	124.50
Service Logement / Accompagnement	8 010.60	8 010.60
Service MASP	3 196.20	3 196.20
Maisons Relais	3 170.10	3 170.10
<b>Provisions pour dégradations logements</b>	<b>31/12/2023</b>	<b>31/12/2024</b>
Service Logement	78 000.00	71 000.00
<b>Provisions pour frais de remise en état véhicules</b>	<b>31/12/2023</b>	<b>31/12/2024</b>
Service Délégué aux Prestations Familiales	375.37	561.75
Service Mandataire Judiciaire à la Protection des Majeurs	8 798.09	5 760.68
Service Institution Familiale	27.10	
Service Action familiale	417.27	581.24
PCB - Information, conseil et accompagnement budgétaire	372.92	556.29
Service Logement / Accompagnement	1 980.48	2 534.24
Service MASP	1 442.49	64.15
Maisons Relais	61.28	91.66

<b>Provisions pour indemnités de fin de carrière</b>	<b>31/12/2023</b>	<b>31/12/2024</b>
Service Délégué aux Prestations Familiales	14 046.08	12 075.77
Service Mandataire Judiciaire à la Protection des Majeurs	421 345.15	464 571.75
Service Institution Familiale	25 375.45	28 321.96
Service Action familiale	39 543.30	44 616.04
PCB - Information, conseil et accompagnement budgétaire	14 173.75	14 866.12
Service Logement / Accompagnement	19 854.78	28 404.67
Service MASP	2 351.19	4 300.69
Maisons Relais	12 678.52	15 149.41
<b>Autres provisions pour charges</b>	<b>31/12/2023</b>	<b>31/12/2024</b>
Service Institution Familiale	20 000.00	20 000.00
Service Logement		19 000.00

Comptes annexés au rapport  
SARL AA.COM. AUX COMPTES

#### FONDS DEDIES

<b>Sur contributions financières des autorités de tarification</b>	<b>31/12/2023</b>	<b>31/12/2024</b>
Service Délégué aux Prestations Familiales	52 000.00	52 000.00
Service Mandataire Judiciaire à la Protection des Majeurs	327 332.34	385 482.34
<b>Sur subventions</b>	<b>31/12/2023</b>	<b>31/12/2024</b>
Service Action Familiale - ISTF	66 165.00	69 299.00
Service Action Familiale – 1000 premiers jours	35 000.00	35 000.00
Service Action Familiale – SOS Bébés	25 000.00	25 000.00
Service ISBF / PCB	218 173.00	199 293.00
Service Logement – projet AIVS	18 505.00	18 505.00
Service Logement – IML	121 556.00	111 056.00
Service Logement – Urgence	22 400.00	22 400.00
Service Logement – AVDL		77 585.00
Service Logement – Accompagnement de déplacés ukrainiens en hébergement citoyen	24 940.00	24 940.00
Service Logement – Accueil et Hébergement temporaire de déplacés ukrainiens	17 800.00	17 800.00
Service Logement – « Energie pour tous » : réduire la précarité énergétique	16 135.00	158 720.00

#### 5. Informations sur les échéances des créances et des dettes à la clôture de l'exercice

Créances (a)	Montant brut	Liquidités de l'actif	
		Échéances	Échéances
		à moins 1 an	à plus 1 an
<b>Créances de l'actif immobilisé :</b>			
Créances rattachées à des participations			
Prêts (1)	186 140.33	4 639.00	181 501.33
Autres	35 785.30		32 285.30
<b>Créances de l'actif circulant :</b>			
Créances Clients et Comptes rattachés	241 556.02	241 556.02	
Autres	290 186.89	290 186.89	
Charges constatées d'avance	49 677.89	49 677.89	
<b>TOTAL</b>	<b>803 346.43</b>	<b>518 664.61</b>	<b>206 016.49</b>
(1) Prêts accordés en cours d'exercice.....	12 834.00		12 834.00
Prêts récupérés en cours d'exercice.....	5 082.00		

Dettes (b)	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Échéances	Échéances	
		à moins 1 an	à plus 1 an	à plus 5 ans
Emprunts (2) et dettes auprès des établissements de crédit	334 642.36	68 455.93	266 186.43	157 063.66
dont : - à 2 ans au maximum à l'origine				
- à plus de 2 ans à l'origine	334 642.36	68 455.93	266 186.43	157 063.66
Emprunts et dettes financières divers (*)	13 635.41	13 635.41		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	228 304.55	228 304.55		
Dettes fiscales et sociales	635 603.81	635 603.81		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (3)	47 333.08	28 419.35	18 913.73	18 913,73
Produits constatés d'avance	134 708.62	101 000.62	33 708.00	
<b>TOTAL</b>	<b>1 394 227.83</b>	<b>1 075 419.67</b>	<b>318 808.16</b>	<b>175 977.39</b>
(2) Emprunts souscrits en cours d'exercice.....	0.00			
Emprunts remboursés en cours d'exercice.....	67 963.36			

(\*) Cautions versées par les résidents de la Maison Relais et du service Logement dans le cadre du dispositif d'intermédiation locative, à leur entrée dans le logement : 13 635 €

(3) dont fonds des gérés pour autrui : 19 946 €

Comptes annexés au rapport  
SARL AA.COM. AUX COMPTES

## 6. Dettes et suretés réelles données

### TABLEAU DES EMPRUNTS EN COURS

Organisme prêteur	Date de souscription	Durée (années)	Taux %	Capital emprunté	Dette en fin d'exercice précédent		Remboursement du capital de l'année N	Montant des intérêts de l'année N
					Capital	Intérêt		
La Banque Postale	11/09/2018	8	0,73%	400 967,46	140 480,95	1 224,97	50 758,03	855,89
CIC	06/02/2020	18	0,70%	320 000,00	262 125,07	1 841,18	17 205,33	1 721,19
<b>TOTAL</b>				<b>720 967,46</b>	<b>402 606,02</b>	<b>3 066,15</b>	<b>67 963,36</b>	<b>2 577,08</b>

L'emprunt La Banque Postale, d'un montant de 89 722.62 € au bilan au 31/12/2024, est garanti par des suretés immobilières :

- une inscription d'hypothèque conventionnelle en premier rang à hauteur de la somme principale de 400 967.46 €,
- une cession à titre gratuit des polices d'assurance souscrites sur le bien immobilier sis 10 rue du Dr Baudoin.

L'emprunt CIC, d'un montant restant dû de 244 919.74 € au 31/12/2024 est garanti par :

- un nantissement de compte bancaire rémunéré à hauteur de 160 000 €.



## 7. Montant des engagements financiers

### DETTE PROVISIONNEE POUR CONGES PAYES

L'intégralité des congés payés acquis et restant dus ainsi que les charges sociales et fiscales y afférant ont été comptabilisées pour un montant global de 431 093.32 € charges comprises et est répartie comme suit :

	31/12/2023	31/12/2024
Service Délégué aux Prestations Familiales	8 429.54	11 743.11
Service Mandataire Judiciaire à la Protection des Majeurs	308 653.42	330 021.66
Service Institution Familiale	8 524.99	8 524.19
Service Action Familiale	19 886.97	20 715.78
Service ISBF	7 685.58	7 330.54
Service Logement / Accompagnement	24 958.73	30 186.53
Service MASP	3 105.09	7 521.81
Maison relais	8 259.35	15 049.70

### ENGAGEMENTS HORS BILAN, PRIS EN MATIERE DE CREDIT BAIL

Les engagements ont été pris en 2025 et concernent l'acquisition de véhicules.

VALEURS CREDIT-BAIL	Terrains	Constructions	Installations, matériel et outillage	Autres
Valeur à l'origine des biens pris en crédit bail				200 041,60
Redevances payées				13 122,78
<i>Cumul exercices antérieurs</i>				-
<i>Exercice</i>				13 122,78
Redevances restant à payer				114 440,82
<i>à moins d'un an</i>				25 512,72
<i>&gt; 1 an à 5 ans</i>				88 928,10
<i>&gt; 5 ans</i>				-
Valeur résiduelle à l'échéance (option d'achat)				116 030,00
<i>à moins d'un an</i>				-
<i>&gt; 1 an à 5 ans</i>				116 030,00
<i>&gt; 5 ans</i>				

## E. INFORMATIONS RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT

### 1. Ventilation des produits d'exploitation par catégories d'activités

<b>Service de l'institution</b>		
	Mission institutionnelle	172 322 €
	Actions familiales sous convention d'objectifs	40 990 €
	Gestion locative / CCAS	1 333 €
<b>Pôle Protection des personnes</b>		
	Service Délégué aux Prestations Familiales	223 849 €
	Service Mandataire Judiciaire Protection des Majeurs	4 690 426 €
<b>Action Familiale</b>		
	Point Accueil et Ecoute Jeunes	7 901 €
	Service de Médiation Familiale	126 234 €
	ISTF - Information et soutien aux Tuteurs Familiales	58 835 €
<b>Points Conseil Budget</b>		
	Information, soutien, accompagnement au budget familial	86 704 €
<b>Logement / Accompagnement social et budgétaire</b>		
	AVDL – Accompagnement vers et dans le logement	219 603 €
	Intermédiations locatives	339 100 €
	Hébergements d'urgence	83 819 €
	Accompagnement social & budgétaire « Action Logement »	25 783 €
	« D'abord un toit pour pouvoir vivre »	404 983 €
	Hébergement & accompagnement déplacés ukrainiens	67 602 €
	Accompagnement déplacés ukrainiens en hébergement citoyen	7 091 €
	« Energie pour tous : réduire la précarité énergétique »	180 234 €
<b>MASP - Mesures d'Accompagnement Social Personnalisé</b>		148 810 €
<b>Maison relais</b>		160 226 €
		<b>7 045 847 €</b>

Comptes annexés au rapport  
SARL AA.COM. AUX COMPTES

### 2. Précisions sur la nature, le montant et le traitement

#### DES PRODUITS A RECEVOIR ET CHARGES A PAYER AU TITRE DE L'EXERCICE :

##### **Créances redevables et comptes rattachés dont :**

Service Logement	5 460 €	de prestation de service Action Logement Service
	103 877 €	de versements de sous-locations IML
	5 160 €	de participations des hébergés « Un toit... »
	405 €	de participations des hébergés logements d'urgence
	33 671 €	de prestations de service bailleurs sociaux
	7 871 €	de prise en charge Etat s/accueil déplacés Ukrainiens
Service MASP	37 313 €	de prestation de service Conseil Départemental
Service Action familiale	6 480 €	de solde de subvention CAF (PAEJ)
	1 441 €	de participations familiales (Médiation familiale)
	42 572 €	de subvention/prestat°service CAF (Médiat° Familiale)
Maison Relais	2 188 €	de redevances des résidents
Service MJPM	83 103 €	de participations des majeurs à percevoir

**Autres créances** dont :

Service Logement	39 045 €	Conseil Départemental (30% des subventions 2024)
	46 551 €	FNAVDL (30% de la subvention 2024)
	4 058 €	Etat/GlobAxe (T4 dispositif Ad'Hoc déplacés Ukrain.)
ISBF / PCB	101 124 €	Etat (QP 2025 à 2026 PCB)
Mission Institutionnelle	93 057 €	UNAF Solde Fonds Spécial Parts 1 & 2

**Autres dettes** dont :

Mission Institutionnelle	3 305 €	Solde de reversement 10% du Fonds Spécial 2024
	19 947 €	Loyers Logements CCAS à reverser

DES PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION IMPUTABLES A UN AUTRE EXERCICE :**Produits sur exercices antérieurs**

Régularisations de participations des majeurs (MJPM)	2 674 €
Régularisation charges locatives (service logement)	10 459 €
Régularisation charges locatives (Maison Relais)	1 070 €
Divers	1 310 €

**Charges sur exercices antérieurs**

Appel Taxe foncière 11 bd Poirier 2023	10 591 €
Régularisation charges locatives 2022-2023 (service logement)	6 383 €
Régularisation charges locatives 2023 (maison relais)	883 €
Régularisation charges fluides bâtiments 2023	1 183 €
Factures et régularisations diverses	877 €

DES PRODUITS EXCEPTIONNELS ET DES CHARGES EXCEPTIONNELLES**Produits exceptionnels**

Quote-part de subvention d'investissement virée au résultat	2 334 €
Divers	387 €

**Charges exceptionnelles**

Créances devenues irrécouvrables (service logement)	14 325 €
Créances irrécouvrables (Maison Relais)	5 128 €
Divers	440 €

DES TRANSFERTS DE CHARGES**D'exploitation**

Transferts de charges salariales	11 975 €
Indemnités d'assurance perçues	3 030 €
Prise en charge UNAF Frais de déplacements	146 €

## F. INFORMATIONS RELATIVES A L'AFFECTATION DU RESULTAT

### 1. Résultat des activités ESMS (sous gestion contrôlée)

Service	Rubrique	RESULTAT COMPTABLE	Résultats antérieurs à affecter	Réserve de compensation des déficits	Excédents affectés compensation charg d'amortissement	Dépenses inopposables	RESULTAT ADMINISTRATIF	PROPOSITIONS					
								Affectation en Réserves			Affectation en Report à nouveau		
								Excédent d'investissement	Excédent couverture BFR	Compensation déficit	Compensation charges d'amortissement	Excédent réduction charges d'exploitation	Excédent financement mesures exploitation
	Mandataire Judiciaire à la Protection des Majeurs	513 782,77				21 368,24	535 151,01			535 151,01			
	Délégué aux Prestations Familiales	63 473,06				3 313,54	66 786,60			66 786,60			
	<b>TOTAL</b>	<b>577 255,83</b>				<b>24 681,78</b>	<b>601 937,61</b>	-		<b>601 937,61</b>		-	-

### 2. Résultat des activités hors ESMS (en gestion propre)

SERVICE	RESULTAT COMPTABLE	PROPOSITION
Institution Familiale (dt Actions sur Conventions d'objectifs)	Excédent 27 145.36	Report à Nouveau
Actions Familiales	Insuffisance - 56 954.28	Report à Nouveau
PCB	Excédent 10 985.05	Report à Nouveau
Logement/Accompagnement	Excédent 51 776.30	Report à Nouveau
MASP	Excédent 10 940.25	Report à Nouveau
Maison Relais	Insuffisance - 29 967.63	Report à Nouveau
	<b>13 925.05</b>	

## **G. AUTRES INFORMATIONS**

### **1. Comptes gérés des tiers**

Les personnes pour lesquelles nous exerçons au 31/12/2024 une mesure de protection juridique (tutelle, curatelle, ou sauvegarde de justice) disposent à cette date sur leurs comptes bancaires courants servant à la gestion de leur mesure (comptes dits « de gestion »), d'un encours global à cette date de 16 396 498 €. Elles disposent par ailleurs de comptes bancaires courants, comptes et produits de placement, dont les soldes et valorisations s'élèvent à 96 386 076 €.

Concernant les familles ou personnes dont le suivi nous est confié dans le cadre de mesures judiciaires d'aide à la gestion du budget familial, ou de mesures d'accompagnement judiciaire, les prestations familiales et sociales sont versées sur des comptes bancaires individuels ouverts à leur nom pour la durée de la mesure, dont les encours au 31/12/2024 étaient de 24 087 €

Concernant les personnes pour lesquelles nous exerçons une Mesure d'Accompagnement Social Personnalisé, les prestations sociales sont également versées sur un compte bancaire individuel ouvert en leur nom pour la durée de la mesure, dont les en-cours au 31/12/2024 étaient 16 990 €.

### **2. Nombre de salariés**

Nombre d'ETP moyen en 2024	96.74 dont 3.14 à titre de remplacement
Nombre d'ETP au 31/12/2024	96.24 dont 2.9 à titre de remplacement

### **3. Information relative à la rémunération des trois plus haut cadres dirigeants salariés et bénévoles**

Au sein de l'association, le montant des rémunérations et avantages en nature des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés visés par l'article 20 de la loi 2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif n'est pas communiqué.

En effet, compte tenu de l'organisation et de la répartition des pouvoirs au sein de la structure, cette information reviendrait à indiquer une rémunération individuelle

### **4. Honoraires du commissaire aux comptes**

Le montant des honoraires du commissaire aux comptes figurant au compte de résultat de l'exercice 2024 au titre du contrôle légal des comptes s'élève à 6 204 € (TTC).

Comptes annexés au rapport  
SARL AA.COM. AUX COMPTES